

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT

portant sur l'arrêté du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

SUIVI DES VERSIONS ET AMENDEMENTS

Version	Date	Objet	Par
1	19/05/2020	Version initiale	SGA/DRH-MD/SR-RH/SD-SRP/SRP 5

Version 1, diffusée par note n° 0001D20009726 ARM/SGA/DRH-MD/NP du 28/05/2020

N.B. :

Ce guide étant destiné à constituer un outil pratique, il est appelé à être amendé en fonction de l'évolution des textes réglementaires et aussi du retour d'expérience des acteurs de la prévention des risques professionnels auxquels il s'adresse. Toute proposition en ce sens est à faire remonter au bureau prévention des risques et conditions de travail de la DRH-MD/SR-RH/SD-SRP/SRP 5 par le réseau fonctionnel des coordonnateurs centraux de la prévention.

Table des matières

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCES :	3
1. PRESENTATION DE L'ARRETE DU 19 MAI 2020 RELATIF AUX MODALITES D'APPLICATION DES REGLES RELATIVES AUX INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX OPERATIONS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL DANS UN ORGANISME DU MINISTERE DE LA DEFENSE :	4
2. PRINCIPES DE BASE A APPLIQUER :	7
3. PRECISIONS SUR LES DISPOSITIONS PREVUES PAR L'ARRETE DU 19 MAI 2020 RELATIF AUX MODALITES D'APPLICATION DES REGLES RELATIVES AUX INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES ET AUX OPERATIONS DE BATIMENT ET DE GENIE CIVIL DANS UN ORGANISME DU MINISTERE DE LA DEFENSE :	9
3.1. Règles applicables lors d'interventions d'entreprises extérieures ou d'opérations de bâtiment et de génie civil.....	9
3.2. Opérations réalisées dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures – TITRE I ^{er} de l'arrêté	9
3.2.1. Définitions	9
3.2.2. Attributions du chef d'organisme utilisateur.....	11
3.2.3. Attributions du chef d'emprise	14
3.2.4. Local Technique.....	16
3.2.5. Mesures de prévention	17
3.3. Opérations de chargement ou de déchargement – TITRE II de l'arrêté	20
3.4. Opérations de bâtiment et génie civil – TITRE III de l'arrêté	21
3.4.1. Définitions	21
3.4.2. Maîtrise d'ouvrage et coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	24
3.4.3. Le chef d'emprise.....	25
3.4.4. Inspection commune	25
3.4.5. Participation d'un agent du ministère de la défense.....	26
3.5. Diffusion et circulation de l'information, dispositions communes aux titres I ^{er} , II et III – TITRE IV de l'arrêté.....	26
3.5.1. Organisme prescripteur.....	26
3.5.2. Entreprise, travailleur indépendant, association, établissement public, établissement implantés sur une emprise du ministère de la défense.....	27
3.5.3. Information des agents	28
3.5.4. Information de l'inspection du travail.....	28
3.5.5. Dispositions diverses – TITRE V de l'arrêté.....	28
4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :	29
4.1. Obligation d'alerte en cas de situation de « danger grave et imminent »	29
4.2. Arrêt des travaux.....	29
4.3. Délégation de signature du chef d'organisme	30
4.4. Prêt de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur.....	30
ANNEXE I : LOGIGRAMME RELATIF AUX MODALITES D'APPLICATION DES REGLES RELATIVES AUX INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES – TITRE I ^{ER} DE L'ARRETE MINISTERIEL* DU 19/05/2020	32
ANNEXE II : LISTE DE TRAVAUX DANGEREUX POUR LESQUELS IL EST ETABLI PAR ECRIT UN PLAN DE PREVENTION.....	33

Principaux textes de références :

- Code de la défense et notamment les articles R. 4123-52 et suivants ;
- Code du travail, notamment la quatrième partie (livre V, titres Ier et III) ;
- Décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
- Décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 modifié relatif à la santé et à la sécurité au travail au ministère de la défense ;
- Arrêté du 9 août 2012 fixant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au ministère de la défense ;
- Arrêté du 21 décembre 2015 relatif au recueil des dispositions de prévention du ministère de la défense ;
- Circulaire DRT 93-14 du 18 mars 1993 prise pour l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (B.O. du ministère chargé du travail n° 93/10 p. 73-97) ;
- Circulaire DRT 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (B.O. du ministère chargé du travail n°96/10 p. 21-74)

1. Présentation de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense :

Seul le code du travail est opposable aux entités de droit privé comme les entreprises, les associations et les EPIC (ONERA, IGESA et EDA)¹ qui interviennent au profit d'un organisme au ministère de la défense.

Pris sur le fondement du titre II du décret n°2012-422 en référence, l'arrêté ministériel du 19 mai 2020 fixe l'articulation entre le code du travail et la réglementation propre aux organismes relevant du ministère de la défense. Il tient compte de l'organisation actuelle du ministère de la défense. Par ailleurs, il transpose les termes utilisés dans le code du travail au ministère de la défense (définitions visées aux articles 2 et 8 de cet arrêté).

L'arrêté ministériel s'articule en cinq titres et en trois annexes comme suit :

- Titre I^{er} : Opérations réalisées dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures ;
- Titre II : Opérations de chargement ou de déchargement ;

Pour ces titres I^{er} et II, la réglementation concernant la gestion de l'intervention des entreprises extérieures est fixée par les articles R. 4511-1 à R. 4515-11 du code du travail, et précisée dans la circulaire n°93-14 du 18 mars 1993 en référence. Parmi ces règles du code du travail encadrant les interventions d'entreprises extérieures, les opérations de chargement et de déchargement (articles R. 4515-1 à R. 4515-5) font l'objet d'une adaptation (titre II de l'arrêté) afin de tenir compte de leurs particularités, celle-ci se traduisent par le « protocole de sécurité ».

En complément à ces dispositions du code du travail, l'arrêté prévoit deux documents spécifiques au ministère de la défense lorsque le plan de prévention prévu dans ce code n'est pas nécessaire : une attestation d'inspection commune préalable en cas d'absence de risques liés aux interférences et un certificat d'analyse des risques et des mesures prises.

- Titre III : Opérations de bâtiment et de génie civil ;

Régies par les articles R. 4532-1 et suivants du code du travail et détaillées dans la circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 en référence, les opérations de bâtiment et de génie civil (chantiers) sont soumises à une obligation de coordination au sens de l'article L. 4532-2² du code du travail. Ces chantiers font l'objet d'une réglementation particulière basée sur l'établissement en activité. A cet effet, un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) réalisés par les entreprises appelées à intervenir.

Toutefois, lorsqu'une seule entreprise intervient dans un chantier de bâtiment, la réglementation du Titre I^{er} relative à la gestion de l'intervention des entreprises extérieures s'applique (établissement d'un plan de prévention si nécessaire).

¹ Il s'agit de trois établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) sous tutelle du ministère de la défense : Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), Économat des armées (EDA), Institut de gestion sociale des armées (IGESA).

² Art. L. 4532-2 CT : « Une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée pour tout chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives ».

- Titre IV : Diffusion et circulation de l'information - Dispositions communes aux titres Ier, II et III ;

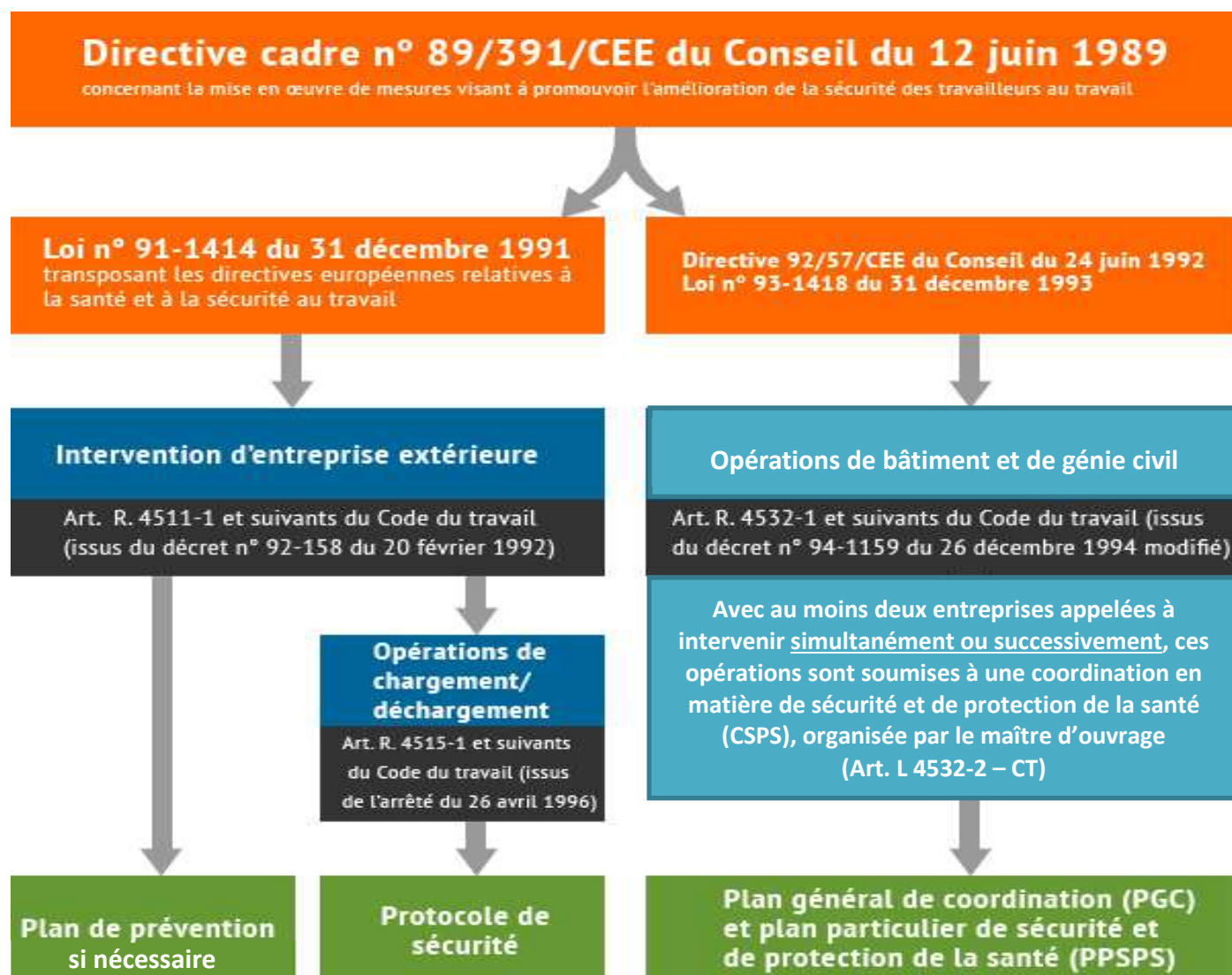
La diffusion et la circulation de l'information entre les entreprises extérieures, les organismes prescripteurs (services contractants de marchés publics - chaînes de service de soutien) et les organismes utilisateurs sont primordiales. A ce titre, il est impératif que les organismes utilisateurs aient connaissance notamment des dates et de la nature de l'intervention ;

- Titre V : dispositions diverses ;
- Trois annexes constituant des documents de traçabilité :
 1. Attestation d'inspection commune préalable (en cas d'absence de risques liés aux interférences) ;
 2. Certificat d'analyse des risques et des mesures prises (pour les opérations, présentant des risques liés aux interférences, d'une durée inférieure à 400 heures et sans travaux dangereux) ;
 3. Avis de début de travaux (pour les opérations ayant donné lieu à l'établissement d'un plan de prévention par écrit).

Cet arrêté traite notamment :

- de la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels des différentes entreprises présentes sur le même lieu de travail afin de protéger la santé et la sécurité des personnes ;
- des attributions des différents acteurs : chefs d'organisme utilisateur, chefs d'emprise, maîtres d'ouvrages, et organismes prescripteurs (exemples : Établissement du service d'infrastructure de la Défense (ESID), Plates-formes du commissariat des armées (PFC), Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la Défense (DIRISI) ; Direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA)...) ;
- des mesures de prévention à prendre et leur traçabilité, avant toute réalisation³ de travaux ou de prestations de services par l'intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures au profit d'un organisme utilisateur situé dans une emprise relevant de l'autorité du ministère de la défense ;
- d'une disposition particulière concernant le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pour les opérations de bâtiment et de génie civil.

³ Les dispositions réglementaires doivent également être appliquées dans le cadre de prestations avant la réalisation d'opération lorsque l'intervention d'une entreprise extérieure peut engendrer des risques liés aux interférences: par exemple, l'établissement d'un devis qui nécessite un accès toiture, accès à des réseaux en souterrain, accès à des cuves, accès aux locaux à risques, etc.



⁴ Les travaux relatifs à la construction et à la réparation navales (cf. 5^{ème} alinéa de l'article 3 de l'arrêté ministériel) sont exclus du champ de l'application de la réglementation relative à l'intervention d'entreprises extérieures. Ils sont expressément exclus par l'article R. 4511-2 du code du travail et sont soumis aux dispositions du décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977 modifié fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

2. Principes de base à appliquer :

S'agissant de toute intervention d'une entreprise extérieure (EE) au profit d'une entreprise utilisatrice (EU), il est rappelé les principes de base suivants :

1. Procéder préalablement à l'exécution de toute opération à une inspection commune préalable exigée aux articles R. 4512-2 et suivants du code du travail, quelle que soit sa nature et les conditions de cette intervention (urgence, programmée...) ;
2. Identifier les risques d'interférences⁵ liées à la présence de personnes, installations, matériels et activités de différentes entreprises (entreprise utilisatrice et entreprise extérieure) sur un même lieu de travail ;
3. Assurer la traçabilité de la réalisation de l'inspection commune préalable et des mesures de prévention par la rédaction de documents requis selon le résultat de l'analyse de risque (« attestation d'inspection commune préalable » (en cas d'absence de risques liés aux interférences) ou « certificat d'analyse des risques et des mesures prises » ou « plan de prévention par écrit ») ;
4. Etablir un plan de prévention par écrit uniquement lorsque les caractéristiques de l'intervention et les risques d'interférence identifiés le requièrent (dernier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 19 mai 2020) ;
5. Etablir un protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

S'agissant des opérations de bâtiment et de génie civil, où des règles particulières s'appliquent dès lors que deux entreprises extérieures sont appelées à intervenir simultanément ou successivement, l'une pouvant être sous-traitante de l'autre, le maître d'ouvrage doit désigner un CSPS. Cette fonction ne peut pas être assurée par un agent du ministère de la défense (cf. paragraphe 3.4.2 de ce guide).

Hors chantier clos et indépendant (notion définie au paragraphe 3.4.2 de ce guide), le chef d'organisme utilisateur a l'obligation de maîtriser les risques inhérents à toutes les activités qui se déroulent dans son organisme (à mentionner dans l'annexe à la note d'organisation élaborée par le chef d'organisme : cartographie de l'organisme et indication des zones présentant des risques particuliers). A ce titre, il doit être tenu systématiquement informé de la venue d'entreprises extérieures afin d'en contrôler l'accès à son organisme.

En application du titre II de l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif au recueil des dispositions de prévention du ministère de la défense, il doit veiller à établir :

- les procédures d'accueil et modalités d'accès des entreprises extérieures ;
- et les procédures applicables lors d'opérations de chargement ou de déchargement faites par un transporteur d'une entreprise extérieure au sein de l'organisme.

Le chef d'emprise, au titre du point 2 de l'article 8 de l'arrêté du 9 août 2012 fixant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au ministère de la défense,

⁵ Interférence : risques supplémentaires s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise (EE et EU) et s'expliquant par la présence d'installation, de matériel et d'activités de différentes entreprises sur un même lieu de travail (cf. ED 941 INRS). Ces risques, doivent être appréciés au regard de l'opération envisagée mais aussi au regard des répercussions de cette opération sur l'utilisation des locaux ou installation et l'organisation du travail.

doit notamment fixer les modalités d'accès des entreprises extérieures relatives aux parties à usage commun de l'emprise.

Enfin, figurent dans le présent guide d'accompagnement, les deux annexes suivantes :

- annexe I : un logigramme relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures portant sur le titre 1^{er} de l'arrêté ministériel ;
- annexe II : une liste de travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

3. Précisions sur les dispositions prévues par l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense :

3.1. Règles applicables lors d'interventions d'entreprises extérieures ou d'opérations de bâtiment et de génie civil

Art. 1^{er} : « Le présent arrêté détermine, conformément à l'article 7 du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 susvisé, les conditions d'application aux organismes du ministère de la défense des dispositions, d'une part, du titre I^{er} du livre V de la quatrième partie du code du travail relatif aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure et, d'autre part, du titre III du livre V de la quatrième partie du code du travail relatif aux opérations de bâtiment et de génie civil. »

Travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure :

Les articles R. 4511-1 et suivants du code du travail déterminent les règles applicables aux chef de l'entreprise utilisatrice (EU) et chef de l'entreprise extérieure (EE) lorsqu'une entreprise extérieure fait intervenir des travailleurs pour exécuter ou participer à l'exécution d'une opération (travaux, prestations de service), quelle que soit sa nature, dans un établissement de l'entreprise utilisatrice, y compris dans ses dépendances ou chantiers (cf. paragraphe 3.2 de ce guide).

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux opérations de bâtiment ou de génie civil (chantiers de bâtiment de travaux publics...) soumis à l'obligation de coordination, ni aux autres chantiers clos et indépendants.

Opérations de bâtiment et de génie civil :

La prévention des risques, lors d'opérations de bâtiment et de génie civil soumises à l'obligation de coordination SPS, relève des articles R. 4532-1 et suivants du code du travail relatif au bâtiment et génie civil (cf. paragraphe 3.4 de ce guide).

3.2. Opérations réalisées dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures – TITRE I^{er} de l'arrêté

3.2.1. Définitions

Art. 2 : « Pour l'application des titres I ^{er} et II du présent arrêté, au sein du ministère de la défense, les termes utilisés dans le code du travail ont les définitions suivantes :	
Code du travail	Définition à utiliser pour le ministère de la défense
<i>Chef de l'entreprise extérieure</i>	<i>Chef ou représentant légal des entreprises extérieures telles que définies ci-dessous.</i>
<i>Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice</i> <i>ou</i> <i>Comité social et économique</i> <i>ou</i> <i>Commission de santé, sécurité et conditions de travail</i>	<i>Cela concerne l'ensemble des instances consultatives concernées en matière de santé et de sécurité au travail pour le personnel de l'organisme utilisateur.</i> <i>Dans les organismes du ministère de la défense, les instances consultatives concernées en matière de santé et de sécurité au travail sont, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et, la commission consultative d'hygiène et de prévention des accidents, tels que prévus dans le décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 et dans l'arrêté 9 août 2012, susvisés.</i>
<i>Entreprise extérieure</i>	<i>Est appelée « entreprise extérieure » :</i> <i>- un organisme du ministère de la défense au titre du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 susvisé autre que l'organisme utilisateur ;</i> <i>- une entreprise relevant du code du travail ;</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - un travailleur indépendant ; - une association ; - un établissement public ; - un établissement, une direction ou un service dépendant du secteur public autre que celui de la défense.
<i>Entreprise utilisatrice</i>	<p><i>Est appelé « organisme utilisateur » :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - un organisme, au sens de l'article 1er du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 susvisé ; - une entreprise relevant du code du travail ; - un travailleur indépendant ; - une association ; - un établissement public ; - un établissement, une direction, ou service dépendant du secteur public autre que celui de la défense ; <p><i>au sein duquel une opération est effectuée par du personnel d'une entreprise extérieure au sens du présent arrêté.</i></p>
<i>Inspection du travail</i>	<p><i>Inspection du travail dans les armées, lorsqu'elle est compétente, conformément aux articles 4 du décret n°2012-422 du 29 mars 2012 susvisé et R. 8111-12 du code du travail. »</i></p>

Au sens des définitions visées à l'article 2 de l'arrêté, les EU recourent à l'intervention des EE pour exécuter les travaux ou des prestations de services (Cf. § 3.2.2 du présent guide). Les EE peuvent faire appel à de la sous-traitance pour ces interventions. Des dispositions spécifiques sont prévues par la réglementation⁶ afin de renforcer la prévention des risques liés à leurs interventions.

L'expression « entreprises extérieures » doit être comprise au sens large puisqu'elle intéresse les entreprises privées et leurs éventuels sous-traitants et également les organismes du ministère de la défense, quelles que soient leurs chaînes d'autorités.

Ainsi, un organisme du ministère de la défense est considéré comme une entreprise extérieure dans la mesure où il diffère de l'organisme utilisateur (entreprise utilisatrice) au sein duquel une opération au sens de l'article R. 4511-4 du code du travail⁷ est réalisée.

Par exemple, le CIRISI (lors de l'intervention de ses ateliers dans un organisme utilisateur), le SEA (lors de l'avitaillement des plateformes aéronautiques au profit des armées) ou le SID (lors de l'intervention du personnel des régies des USID) sont considérés comme des entreprises extérieures.

On entend par établissement public :

- les établissements publics à caractère administratif (EPA) sous tutelle du ministère de la défense : L'Institution nationale des Invalides (INI), l'office national des anciens combattants et des victimes de guerre (ONAC-VG), les trois musées (musée de l'armée, musée national de la marine et musée de l'air et de l'espace), etc. ;
- les établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) ;
- et les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitués sous la forme de grands établissements (EPSCP-GE) tels que l'école navale et l'école de l'air.

Par ailleurs, les entreprises étrangères intervenant sur le territoire français appliquent, sous réserve des éventuels accords internationaux en vigueur avec le/les Etat(s) concerné(s), la réglementation française.

⁶ Art. R. 4511-1 et suivants CT.

⁷ Art. R. 4511-4 CT : « On entend par opération, au sens du présent titre, les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif ».

Pour les interventions à l'étranger, il convient de se référer aux éventuels accords internationaux en vigueur avec l'Etat concerné et aux éventuelles modalités particulières prises en application de l'article 48 du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 en référence.

3.2.2. Attributions du chef d'organisme utilisateur

Art. 3 : « Le chef de l'organisme utilisateur pour lequel une opération, au sens de l'article R. 4511-4 du code du travail, est effectuée par une ou plusieurs entreprises extérieures, assure la coordination générale des mesures de prévention lors de la préparation et du suivi des travaux ou prestations de services.

A ce titre, il procède avec le ou les chefs des entreprises extérieures et leurs sous-traitants à une inspection commune préalable, définie par les articles R. 4512-2 à R. 4512-5 du code du travail, afin, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Lorsque cette opération s'inscrit dans un plan général de prévention défini à l'article 4, il communique au chef d'emprise les mesures de prévention qu'il a retenues à l'issue de sa propre analyse des risques.

Les dispositions qu'il prend sont conformes à celles fixées par les articles R. 4511-1 à R. 4514-10 du code du travail.

S'agissant des dispositions qui résultent de l'article R. 4511-2 du code du travail, il appartient au chef d'état-major de la marine de fixer les dispositions complémentaires, destinées à permettre la mise en œuvre des dispositions du décret du 29 novembre 1977 susvisé.

Dans le cas d'un organisme implanté sur plusieurs emprises, le chef de l'organisme utilisateur prend toutes les dispositions d'organisation nécessaires pour, au regard de l'effectif, de la nature de l'activité et de l'éloignement géographique de l'antenne concernée, mettre en œuvre les dispositions du présent arrêté. Les dispositions retenues font l'objet d'un document inséré dans la note d'organisation de la prévention de l'organisme utilisateur, prévue par l'article 10 de l'arrêté du 21 décembre 2015 susvisé. »

Les articles R. 4511-1 et suivants du code du travail ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des activités et des opérations, ponctuelles ou régulières, programmées ou non, de natures très diverses.

La circulaire DRT n° 93-14 du 18 mars 1993 en référence précise que l'opération, au sens de l'article R. 4511-4 du code du travail, se définit comme « une suite ordonnée d'actes qui suppose une méthode, une combinaison, une recherche de moyens en vue de produire un résultat précis ».

Notions de travaux

La définition de la notion de « Travaux » s'applique notamment pour les interventions d'entretien ou de maintenance de l'infrastructure. Ainsi, les travaux portant sur les infrastructures telles que les prestations d'entretien courant d'électricité, de plomberie, de peinture, ne constituent pas des chantiers ou des opérations de bâtiment et de génie civil. Les dispositions du titre I^{er} de l'arrêté s'appliquent donc à ces travaux.

Notions de prestations de services

Il s'agit des interventions d'entreprises extérieures qui concernent l'ensemble des activités et des opérations, ponctuelles ou régulières, programmées ou non, de natures très diverses (maintenance, nettoyage, gardiennage, informatique, entretien espaces verts, etc.).

Ces activités peuvent être réalisées à la suite de la passation de marchés multiservices par un organisme prescripteur.

Par exemple, il s'agit des opérations de nettoyage des locaux au profit du groupement de soutien de la Base de Défense (GSBdD) de Vincennes et de ses entités rattachées (marché à bon de commandes comprenant une ou plusieurs opérations).

Par ailleurs, il peut s'agir par exemple, de l'intervention en régie des ateliers du centre interarmées des réseaux d'infrastructure et des système d'information (CIRISI) en tant que prestataire local en matière de desserte d'infrastructure des systèmes d'informations et de communication (SIC) et des services réseaux et informatiques communs (intranets, internet, messageries, bureautique), ou encore de l'avitaillement du service des essences des armées (SEA) sur les plateformes aéronautiques au profit des armées.

S'agissant des activités de prestations intellectuelles, par exemple colloques, réunions, séminaires de présentation, réalisées par des intervenants extérieurs tels que des cabinets d'ingénierie ou d'expertise, qui ne présentent pas de risques liés aux interférences sur une emprise du ministère de la défense, celles-ci ne sont pas à considérer en tant que prestations de services au titre de l'arrêté ministériel. Ces activités représentent la majorité des cas rencontrés.

En revanche, lorsque des activités de prestations intellectuelles présentent des risques d'interférences sur une emprise du ministère de la défense, celles-ci sont à considérer en tant que prestations de services au titre de l'arrêté ministériel. Ainsi, une analyse de risques est requise et des mesures de prévention sont à prendre si nécessaire.

Obligations réglementaires du chef d'entreprise extérieure envers l'entreprise utilisatrice :

La disposition de l'article R. 4511-10 du code du travail prévoit que :

« Les chefs des entreprises extérieures font connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

1° La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;

2° Le nombre prévisible de travailleurs affectés ;

3° Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;

4° Les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;

5° L'identification des travaux sous-traités. »

Le chef de l'organisme utilisateur doit contrôler l'application de cette obligation réglementaire avant la réalisation de l'inspection commune préalable (ICP). Ainsi, ces informations préalables doivent lui permettre d'organiser l'ICP, en liaison avec le service prescripteur. Par principe, le délai de prévenance de l'ICP recommandé est d'une semaine.

Dans ce cadre, les instances de consultation (CHSCT et CCHPA)⁸ rattachées à l'organisme utilisateur doivent être informées de la date⁹ de l'ICP et des inspections et réunions périodiques de coordination au plus tard trois jours avant qu'elles aient lieu. En cas d'urgence, conformément à l'article R. 4514-1 du code du travail, ces instances sont informées sur le champ.

L'inspection commune préalable

Avant toute intervention d'une ou plusieurs EE et y compris leurs sous-traitants, et à l'initiative de l'EU, toutes ces entreprises doivent réaliser ensemble l'inspection commune préalable (ICP) des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des EE¹⁰ (cf. paragraphe 4.4 de ce guide).

⁸ CHSCT : Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ; CCHPA : Commission Consultative d'Hygiène et de Prévention des Accident.

⁹ Art. R.4514-1 CT.

¹⁰ Art. R. 4512-2 CT.

Il est rappelé que les chefs des EU et des EE et y compris les sous-traitants, ne sauraient se soustraire à cette inspection au motif, par exemple, que le chef de l'EE connaît déjà les lieux pour y être précédemment intervenu.

Au cours de cette inspection, l'EU doit notamment délimiter le secteur d'intervention, matérialiser les zones qui peuvent présenter un danger, indiquer les voies de circulation à emprunter et définir les voies d'accès aux locaux et installations à l'usage des EE¹¹.

En outre, les employeurs se communiquent toutes les informations nécessaires à la prévention des risques, telles que les consignes de sécurité que les travailleurs extérieurs devront suivre ou la description des travaux à réaliser, des matériels utilisés et des modes opératoires ayant une incidence sur la santé ou la sécurité¹².

Sur la base des éléments recueillis lors de l'ICP à l'exécution de l'opération, les employeurs analysent les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels. Des documents de traçabilité des mesures de prévention, appelées par l'article 6 de l'arrêté ministériel, sont établis conjointement par l'EU et l'EE, en complément à leur document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) respectif.

Il s'agit, suivant les situations, soit:

- de l'attestation d'inspection commune préalable, en cas d'absence de risques liés aux interférences ;
- du certificat d'analyse de risques et des mesures prises, en cas de présence de risques liés aux interférences pour une opération dont la durée est inférieure à 400 heures sur un an ;
- du plan de prévention établi par écrit.

L'organisme utilisateur veille lors de l'ICP à associer toute personne de son établissement qui dispose des compétences techniques requises pour l'évaluation de risques particuliers (ex : personne compétente en radioprotection (PCR), personne compétente en prévention des risques électromagnétiques (PCPREM), responsable infrastructure, chef atelier...).

Par ailleurs, pendant l'exécution de l'opération, il est prévu la possibilité de procéder à des inspections et réunions périodiques de coordination¹³ en fonction de l'apparition éventuelle de nouveaux risques ou lorsque les circonstances l'exigent (évolution des conditions d'interventions, nouveaux sous-traitants, ...).

S'il n'est détecté aucun risque nouveau par rapport à ceux identifiés dans les documents de traçabilité des mesures de prévention existants, une attestation d'inspection et réunions périodiques de coordination est établie pour assurer la traçabilité. Le formalisme de cette attestation est laissé à la main de celui à qui incombe la rédaction du plan de prévention (cf. tableau du § 3.2.3 de ce guide)

En cas d'identification de nouveau risque, les documents liés aux mesures de prévention sont actualisés (cf. paragraphe 3.2.5 de ce guide).

¹¹ Art. R. 4512-3 CT.

¹² Art. R. 4512-4 à R. 4512-5 CT.

¹³ Art. R. 4513-1 et suivants CT.

Concernant le dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 19 mai 2020, appelant des dispositions particulières pour un organisme implanté sur plusieurs emprises, il s'agit de décrire l'organisation établie pour l'application de cet arrêté. Cette organisation peut comporter des délégations de signature (cf. paragraphe 4.3 de ce guide).

Les dispositions ainsi retenues sont insérées à la note d'organisation prévue par l'arrêté du 21 décembre 2015 en référence. Cette note contient notamment :

- les procédures d'accueil et les modalités d'accès des entreprises extérieures fixées par le chef d'organisme ou le chef d'emprise ;
- les procédures applicables lors d'opérations de chargement ou de déchargement faites par un transporteur d'une entreprise extérieure au sein de l'organisme.

3.2.3. Attributions du chef d'emprise

Art. 4 : « Le chef d'emprise assure, pour les parties à usage commun, la coordination générale des mesures de prévention conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 9 août 2012 susvisé. A ce titre, il est systématiquement convié par le chef de l'organisme utilisateur à l'inspection commune préalable.

Le chef d'emprise contribue à l'élaboration et signe des plans de prévention des entreprises extérieures pour ce qui concerne l'utilisation des parties à usage commun et la gestion des risques liés à l'interférence.

En outre, dans le cadre d'une même opération réalisée par une ou plusieurs entreprises extérieures dont l'activité est planifiée et prévisible au profit de plusieurs organismes implantés sur une emprise, le chef d'emprise coordonne l'action des chefs d'organisme utilisateurs et agrège les mesures de prévention de chaque chef d'organisme concerné par des risques liés à l'interférence. Le chef d'emprise établit un document dénommé « plan général de prévention » qui est cosigné par l'ensemble des chefs d'organisme et d'entreprises concernés.

Dans ce cas, les chefs d'organisme s'assurent auprès des chefs des entreprises extérieures que les mesures de prévention arrêtées sont bien mises en œuvre. Le chef d'emprise coordonne les mesures nouvelles à prendre lors du déroulement des opérations. »

Le chef d'emprise assure la coordination générale des mesures de prévention prises pour traiter les risques liés aux interférences dans les parties à usage commun de l'emprise concernée.

Lorsqu'une intervention d'une ou de plusieurs entreprises extérieures concerne simultanément plusieurs organismes (entreprises utilisatrices) situés sur une même emprise, cet article confie un rôle de facilitateur au chef d'emprise, qui exerce les missions qui lui incombent dans ce cadre sans préjudice des attributions des différents chefs d'organisme (entreprises utilisatrices) concernés par l'intervention.

Chaque chef d'organisme (entreprise utilisatrice) participe à l'inspection commune préalable planifiée par le chef d'emprise et fournit les éléments le concernant résultant de son analyse des risques. Agrégé par le chef d'emprise, le plan général de prévention regroupe l'ensemble des informations et des mesures prises par les organismes (entreprises utilisatrices) et par les entreprises extérieures en vue de prévenir les risques. Le plan général de prévention est cosigné par l'ensemble des chefs d'organisme (en tant que chefs d'entreprises utilisatrices) et d'entreprises concernés.

Un plan général de prévention, établi pour une prestation se déroulant sur plusieurs années (par exemple pour les marchés de nettoyage, d'entretien des espaces verts, de prestation de contrôle et vérification), n'en demeure pas moins assujéti aux règles énoncées dans le paragraphe 3.2.5 de ce guide concernant la mise à jour du plan de prévention.

Ainsi, il convient de s'assurer qu'il n'existe pas d'interventions (dans des secteurs non initialement prévus), avec par exemple des outillages ou des produits non définis dans le plan général de prévention.

Si les risques viennent à évoluer, le chef de l'entreprise extérieure ou le chef d'entreprise utilisatrice à l'origine de la nouvelle situation doit informer le ou les autres parties concernées et demander si nécessaire une nouvelle réunion ou inspection.

La coordination de cette nouvelle réunion est assurée par le chef d'emprise.

Le tableau suivant décrit des cas de situation possibles:

Pour l'ensemble des situations décrites ci-après, il convient de rappeler que, conformément à l'article R. 4514-1 du code du travail, les instances de consultation en matière de santé et de sécurité au travail (CHSCT & CCHPA pour les organismes relevant du MINDEF et comité social et économique (CSE) pour les entreprises privées intervenantes) sont tenues informées de la date de l'inspection commune préalable par les chefs des entreprises intéressées, dès qu'ils en ont connaissance et au plus tard trois jours avant qu'elle n'ait lieu. En cas d'urgence, conformément à l'article R. 4514-1 du code du travail, ces instances sont informées sur le champ.

L'entreprise extérieure (EE) intervient sur les parties à usage commun sans interférence sur les autres organismes	Inspection commune : chef d'emprise + EE + sous-traitants Rédaction du plan général de prévention : chef d'emprise Signature du plan : chef d'emprise + EE + sous-traitants Les autres organismes de l'emprise sont informés
L'EE intervient sur les parties à usage commun avec interférence sur les autres organismes (risques d'interférence)	Inspection commune : chef d'emprise + chefs d'organismes concernés + EE + sous-traitants Rédaction du plan général de prévention et coordination générale: chef d'emprise en liaison avec les chefs d'organismes concernés Signature du plan : chef emprise + chefs organismes concernés + EE + sous-traitants Les autres organismes non concernés de l'emprise sont informés
L'EE intervient dans un seul organisme sans interférence sur les autres organismes Nota : dans tous les cas les parties à usage commun sont impactées ; utilisation des voies d'accès,...	Inspection commune : chef organisme concerné + chef emprise + EE + sous-traitants Rédaction du plan de prévention et coordination générale : chef organisme concerné Signature du plan : chef d'organisme concerné + chef d'emprise + EE + sous-traitants Les autres organismes non concernés de l'emprise sont informés
L'EE intervient dans un seul organisme avec interférence sur les autres organismes (risques d'interférence) Nota : dans tous les cas les parties à usage commun sont impactées ; utilisation des voies d'accès,...	Inspection commune : chef d'organisme concerné + chef d'emprise + chefs d'organismes impactés + EE + sous-traitants Rédaction du plan de prévention et coordination générale : chef d'organisme concerné Signature du plan : chef d'organisme concerné + chef d'emprise + chefs d'organismes impactés + EE + sous-traitants Les autres organismes non concernés de l'emprise sont informés

<p>L'EE intervient sur plusieurs organismes utilisateurs (EU) avec interférence sur d'autres organismes du ministère présents sur l'emprise (risques d'interférence)</p> <p>Nota : dans tous les cas les parties à usage commun sont impactées ; utilisation des voies d'accès,...</p>	<p>Inspection commune : chefs d'organismes concernés + chef d'emprise + chefs d'organismes impactés + EE + sous-traitants</p> <p>Rédaction du plan général de prévention et coordination générale : chef d'emprise en liaison avec les chefs d'organismes concernés</p> <p>Signature du plan : chefs d'organismes concernés + chef d'emprise + chefs d'organisme concernés + EE + sous-traitants</p> <p>Les autres organismes non concernés de l'emprise sont informés</p>
<p>L'EE intervient sur plusieurs organismes utilisateurs (EU) sans interférence sur d'autres organismes du ministère présents sur l'emprise (risques d'interférence)</p> <p>Nota : dans tous les cas les parties à usage commun sont impactées ; utilisation des voies d'accès,...</p>	<p>Inspection commune : chefs d'organismes concernés + chef d'emprise + EE + sous-traitants</p> <p>Rédaction du plan général de prévention et coordination générale : chef d'emprise</p> <p>Signature du plan : chefs d'organismes concernés + chef d'emprise + EE + sous-traitants</p> <p>Les autres organismes non concernés de l'emprise sont informés</p>

Le chef d'emprise est chargé d'établir la cartographie d'emprise conformément à l'article 8 de l'arrêté du 9 août 2012 en référence.

3.2.4. Local Technique

Art. 5 : « Pour l'application du présent arrêté, un local technique est un local identifié au sein d'un organisme ou d'une emprise, accueillant une installation nécessaire à l'activité d'un ou plusieurs organismes, d'une emprise ou au fonctionnement d'un bâtiment, d'un ouvrage ou d'une installation, sans que du personnel y soit affecté en permanence.

Dès lors qu'une opération est à réaliser dans un local technique, le chef de l'organisme désigné occupant de ce lieu invite le chef d'emprise et le cas échéant le ou les chefs d'organismes dont les locaux jouxtent ce local technique, à une inspection commune préalable telle que définie au deuxième alinéa de l'article 3 du présent arrêté, afin de procéder avec le ou les chefs d'entreprises extérieures à une analyse commune des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels ainsi qu'à la rédaction des mesures de prévention résultant de cette analyse. »

Attribution des locaux techniques / notions d'occupant de local

Conformément à l'article R. 5131-4 et suivants du code de la défense portant sur les compétences des autorités du ministère de la défense en matière domaniale, le commandant du centre

interarmées de coordination du soutien (CICoS) a diffusé une directive¹⁴ aux commandants de base de défense portant sur l'attribution des locaux techniques et l'accessibilité à ces locaux. Elle détaille les règles de désignation des organismes occupants concernant les locaux techniques avec l'objectif d'appropriation par l'occupant de ses obligations.

Dans ce cadre, on entend par « local technique » un local référencé au sein du composant¹⁵, recevant une installation nécessaire au fonctionnement dudit composant, ou de plusieurs composants voire de l'emprise, sans que du personnel y soit affecté en permanence à un poste de travail.

Ce sont, par exemple, les locaux chaufferie, les locaux abritant des installations électriques, les locaux abritant des systèmes d'information et de communication, des équipements actifs ou passifs de réseaux, les composants ou locaux abritant des installations de traitement d'eau et les locaux de stockage de matériel et de produits d'entretien.

En revanche, les locaux servants à l'entreposage de matériels (réserve, etc.) liés à l'activité « métier » de l'occupant ne sont pas des locaux techniques.

Sont également exclus :

- Les gaines techniques ;
- Les vides sanitaires et les combles ;
- Les chaufferies non-dédiées au chauffage d'un composant (ex : chaufferie d'une cabine de peinture) ;
- Les placards techniques réservés aux ballons d'eau chaude sanitaire (ballons d'ECS) ;
- Les bâtiments désaffectés.

Il est rappelé que les occupants des locaux techniques sont identifiés dans la cartographie d'emprise annexée à la convention d'emprise.

3.2.5. Mesures de prévention

Art. 6 : « A l'issue de l'inspection commune préalable, prévue à l'article 3, et lorsqu'aucun risque lié à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels n'a été identifié entre un organisme utilisateur et une ou plusieurs entreprises extérieures présentes sur un même lieu de travail, une attestation d'inspection commune préalable est établie suivant le modèle figurant en annexe I du présent arrêté.

Lorsque l'inspection commune préalable met en évidence des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels, et que l'opération ne remplit pas les conditions fixées par l'article R. 4512-7, un certificat d'analyse des risques et des mesures prises est établi suivant le modèle figurant en annexe II du présent arrêté.

Dès lors qu'une opération répond aux conditions fixées par l'article R. 4512-7 du code du travail ou à l'article 1 de l'arrêté du 11 juin 2019 susvisé, un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues aux articles R. 4512-7 à R. 4512-12 du code du travail. »

Une élaboration commune des documents suite à l'inspection commune préalable

En cas d'absence de risques liés aux interférences, il doit être établi systématiquement une attestation d'inspection commune préalable entre l'organisme (entreprise utilisatrice) et la (ou les) entreprise(s) extérieure(s) afin de conserver une traçabilité de l'ICP.

Lorsque des risques liés aux interférences existent, les employeurs doivent arrêter, avant le début des travaux et d'un commun accord, un certificat d'analyse des risques et des mesures prises ou un plan de prévention par écrit qui définit les mesures de prévention prises par chaque entreprise¹⁶.

¹⁴ Note n°D-17-000483/DEF/CICoS/CDT/NP du 25 janvier 2017.

¹⁵ Composant : Bâti, aire aménagée ou non construite (cf. instruction n° 500052/DEF/SGA/DCSID du 6 janvier 2012 relative au maintien en condition du patrimoine immobilier de la défense (pages 7, 28 et 29).

¹⁶ Art. R. 4512-6 CT.

Le certificat d'analyse des risques et des mesures prises

Le certificat d'analyse des risques et des mesures prises doit être établi lorsqu'il existe des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail et que la durée de l'opération représente un nombre total d'heures de travail prévisible inférieur à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'apparaissent en cours d'exécution des travaux, des risques liés à l'interférence mentionnée supra et que le nombre d'heures de travail prévisible est inférieur à 400 heures.

Pour la détermination de ce seuil horaire, il convient d'additionner le nombre d'heures de travail envisagées par tous les travailleurs de toutes les entreprises extérieures y compris les sous-traitants participant à une même opération.

Mise à jour du certificat d'analyse des risques

Une actualisation du certificat d'analyse des risques est exigée lorsque des évolutions de l'opération et de la situation réelle de travail font apparaître de nouveaux risques liés aux interférences.

Le plan de prévention

Dans un souci de traçabilité des mesures de prévention mises en œuvre pour l'intervention de l'EE, la formalisation du plan de prévention par écrit n'est obligatoire que dans deux cas¹⁷ :

- Dès lors que l'opération à réaliser par les EE participant à l'opération (y compris les entreprises sous-traitantes), représente un nombre total d'heures de travail prévisible supérieur ou égal à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;
- Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir comportent des travaux dangereux dont la liste est fixée par deux arrêtés¹⁸ distincts.
L'annexe II de ce guide liste ces travaux dangereux.

Ce plan de prévention doit être tenu à disposition de l'inspection du travail dans les armées (ITA). Par ailleurs, l'EU doit informer l'ITA de l'ouverture des travaux¹⁹ (cf. annexe III de l'arrêté). Contrairement à l'avis de début de travaux, aucune exigence réglementaire ne prévoit un avis de fin de travaux.

Mise à jour du plan de prévention

A chaque fois que nécessaire, les entreprises extérieures et l'EU doivent veiller à l'actualiser afin de tenir compte des évolutions de l'opération et de la situation réelle de travail. Il s'agit, par exemple, de l'utilisation de nouveaux équipements de travail, de la modification de la circulation dans l'emprise, des nouveaux travaux intervenant à proximité susceptibles de générer de nouveaux risques, et de l'apparition de nouvelles activités de l'EU.

La réglementation ne prévoit pas l'établissement d'un plan de prévention annuel. En effet, tout plan de prévention doit comporter des dates de début et de fin de l'opération telle que définie à l'article R. 4511-4 du code du travail.

¹⁷ Art. R. 4512-7 CT.

¹⁸ Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention et arrêté du 11 juin 2019 fixant la liste complémentaire des travaux dangereux dans les mines et carrières pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

¹⁹ Art. R. 4512-12 CT.

Ce dernier s'applique aussi longtemps que l'opération se déroule en continue ou en discontinue (en particulier pour les travaux). Il convient de préciser que la nature de l'opération conditionne la notion de discontinuité. Il paraît naturel d'établir un plan de prévention pour la durée d'une opération d'entretien des locaux d'une emprise. En revanche, s'agissant de travaux d'infrastructure, la notion de discontinuité nécessitera de réévaluer les risques en fonction de l'unité de temps et de lieu. Par exemple : un couvreur ayant obtenu un marché annuel à bon de commande et qui intervient au coup par coup ne pourra pas intervenir sous le même plan de prévention au mois de mars au bâtiment A puis en novembre au bâtiment B. Dans ce cas, il ne peut être établi un plan de prévention pour toute la durée du marché.

Le chef de l'entreprise utilisatrice organise, avec les chefs des entreprises extérieures et y compris les sous-traitants qu'il estime utile d'inviter, des inspections et réunions périodiques, selon une périodicité qu'il définit, afin d'assurer, en fonction des risques ou lorsque les circonstances l'exigent :

1. Soit la coordination générale dans l'enceinte de l'entreprise utilisatrice ;
2. Soit la coordination des mesures de prévention pour une opération donnée ;
3. Soit la coordination des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre au moins deux opérations.

Un contenu du plan de prévention adapté à l'opération

Doivent obligatoirement figurer dans le plan de prévention²⁰ :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants²¹ ;
- L'adaptation des matériels, des installations et des dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- Les instructions à donner aux travailleurs ;
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise extérieure aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement (notamment dans les cas de sous-traitance) ;
- La répartition des charges d'entretien entre les entreprises extérieures dont les travailleurs utilisent installations sanitaires, vestiaires collectifs et locaux de restauration mis à disposition éventuellement par l'entreprise utilisatrice ;
- La liste des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever du suivi individuel renforcé²² en raison des risques liés aux travaux réalisés dans l'EU ;
- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante ou, le cas échéant le rapport de repérage amiante²³.

Cette liste constitue un socle minimal d'informations à intégrer au plan de prévention.

Elle peut être complétée afin de tenir compte des risques propres à l'opération envisagée, identifiés lors d'échange d'informations entre employeurs au cours de l'ICP. Ce plan prend également en compte les risques liés à l'environnement de l'opération, identifiés et connus de l'EU (par exemple : cartographies des bâtiments ayant un potentiel radon et expositions au rayonnement ionisant, au rayonnement électromagnétique, au plomb...).

²⁰ Art. R. 4512-8 à R. 4512-11 CT.

²¹ Les employeurs doivent notamment communiquer la description des modes opératoires qui seront mis en œuvre.

²² Art. R. 4624-22 à R. 4624-28 CT.

²³ Art. R. 4412-97-5 CT.

Enfin, il est inutile de faire figurer systématiquement les normes (techniques...) et les textes en vigueur dans le plan de prévention.

3.3. Opérations de chargement ou de déchargement – TITRE II de l'arrêté

*Art. 7 : « Les opérations de chargement ou de déchargement, menées par une ou plusieurs entreprises extérieures, sont réalisées conformément aux dispositions des articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du code du travail.
Le chef de l'organisme utilisateur prend toutes les mesures nécessaires afin d'informer dans les meilleurs délais le chef d'emprise de la réalisation d'une opération de chargement ou de déchargement, notamment au regard des implications que celle-ci peut avoir sur les conditions d'accès ou de circulation au sein de l'emprise.
Le chef d'emprise est destinataire d'un exemplaire du protocole de sécurité, dès lors que les opérations de chargement ou de déchargement causent des interférences sur les parties à usage commun. »*

Les articles R. 4515-1 à R. 4515-11 du code du travail traitent spécifiquement de l'intervention d'une entreprise de transport dans une entreprise utilisatrice pour prendre en compte les particularités des opérations de chargement ou de déchargement.

Pour prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations, le matériel de l'entreprise utilisatrice, les opérations de chargement et de déchargement de l'entreprise de transport, il est nécessaire d'établir un protocole de sécurité entre les employeurs concernés (entreprise de transport et entreprise utilisatrice) sur la base d'une analyse de risque.

Toutefois, lorsqu'il existe des documents idoines préétablis (exemple : ordres de mouvement de matériels effectués par les transports de surface interarmées (TSIA) entre organismes relevant du ministère de la défense...), le protocole de sécurité n'est pas requis.

Le cadre réglementaire pour les opérations de chargement ou de déchargement pose comme principes :

- l'évaluation préalable des risques générés par l'ensemble de l'opération ;
- l'échange d'informations entre l'entreprise d'accueil et l'entreprise de transport ;
- la coordination des mesures de prévention.

La notion de chargement ou de déchargement doit s'entendre comme celle couvrant la période comprise entre le moment où le transporteur se présente à l'entrée de l'emprise et celui où il la quitte, de sorte qu'elle englobe l'ensemble des actes concourant à la mise en place ou au dépôt de marchandises, y compris la circulation et le stationnement du véhicule sur l'emprise.

Les opérations de chargement et/ou de déchargement sont définies comme toute activité concourant à la mise en place sur ou dans un engin de transport routier, ou à l'enlèvement de celui-ci de produits, fonds et valeurs, matériels ou engins, déchets, objets et matériaux de quelque nature que ce soit.

Le protocole de sécurité est un document écrit, établi entre l'entreprise d'accueil et le transporteur, en lieu et place du plan de prévention, pour les opérations de chargement ou de déchargement réalisées par le transporteur sur l'emprise.

Ce protocole comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération, et notamment celles relatives :

- au caractère répétitif ou non des opérations de livraison concernées (et le fait qu'elles sont effectuées par un prestataire connu ou non, à l'avance) ;
- aux consignes de sécurité et de circulation ;

- au lieu de livraison ;
- aux modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement ;
- aux matériels et engins spécifiques utilisés ;
- aux caractéristiques du véhicule (son aménagement et ses équipements) ;
- à la nature et au conditionnement de la marchandise ;
- aux précautions ou sujétions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses, etc.

Lorsque les opérations de chargement et de déchargement, impliquent la même entreprise et revêtent un caractère répétitif ; c'est-à-dire lorsqu'elles portent sur des produits ou substances de même nature, et qu'elles sont effectuées sur les mêmes emplacements, selon le même mode opératoire, et mettant en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention, un seul protocole de sécurité est établi, préalablement à la première opération. Il reste applicable aussi longtemps que les conditions de déroulement des opérations n'ont subi aucune modification significative.

En application du titre II de l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif au recueil des dispositions de prévention du ministère de la défense, le chef d'organisme doit établir les procédures applicables lors d'opérations de chargement ou de déchargement effectuées par un transporteur d'une entreprise extérieure au sein de son organisme.

A ce titre, il lui revient d'identifier les acteurs concernés par les protocoles de chargement/déchargement dits « protocole de sécurité » et de définir, en lien avec le chef d'emprise, le rôle que doit prendre le poste de sécurité de l'emprise.

Ces dispositions relatives aux opérations de chargement/déchargement s'appliquent aux installations terminales embranchées (ITE) selon les directives données par l'état-major des armées.

3.4. Opérations de bâtiment et génie civil – TITRE III de l'arrêté

3.4.1. Définitions

<i>Art. 8 : « Pour l'application du titre III du présent arrêté, au sein du ministère de la défense, les termes utilisés dans le code du travail ont les définitions suivantes :</i>	
<i>Code du travail</i>	<i>Définition à utiliser pour le ministère de la défense</i>
<i>Etablissement en activité</i>	<i>Est appelé « établissement en activité » :</i> - <i>un organisme, au sens de l'article 1^{er} du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 susvisé ;</i> - <i>une entreprise relevant du code du travail ;</i> - <i>un travailleur indépendant ;</i> - <i>une association ;</i> - <i>un établissement public ;</i> - <i>un établissement, une direction ou un service dépendant du secteur public autre que celui de la défense pour lequel une opération de bâtiment et de génie civil est effectuée par du personnel d'une entreprise appelée à intervenir au sens du présent arrêté.</i>
<i>Entreprise appelée à intervenir</i>	<i>Est appelée « entreprise appelée à intervenir » :</i> - <i>une entreprise relevant du code du travail ;</i> - <i>un travailleur indépendant ;</i> - <i>une association ;</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - un établissement public ; - un établissement, une direction ou un service dépendant du secteur public autre que celui de la défense ; - un organisme du ministère de la défense autre qu'un établissement en activité.
<i>Inspection du travail</i>	<i>Inspection du travail dans les armées, lorsqu'elle est compétente, conformément aux articles 4 du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 susvisé et R. 8111-12 du code du travail.</i>
<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Personne publique pour le compte de laquelle un ouvrage ou des travaux immobiliers sont réalisés.</i>
<i>Maître d'œuvre</i>	<i>Personne ou entreprise qui est chargée :</i> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser un ouvrage ou des travaux immobiliers pour le compte du maître d'ouvrage ; ou - d'en diriger la gestion. »

Une opération de bâtiment ou de génie civil nécessite toute une série d'actes préparatoires qualifiés, par ailleurs, de préparation, de planification et d'organisation des futurs travaux, rassemblés sous le vocable "conception".

La circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 en référence relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil explicite les conditions qui doivent être réunies pour appliquer le décret spécifique n° 94-1159 du 26 septembre 1994 modifié (introduction de dispositions dans le code du travail²⁴) sur la coordination de chantier :

- d'une part, l'intervention d'au moins deux entreprises appelées à intervenir effectuant des opérations de « bâtiment ou génie civil » (a contrario, si une seule entreprise intervient sur un chantier de bâtiment, les dispositions relatives au plan de prévention s'appliquent) ;
- et d'autre part, l'exécution de travaux constituant, en eux-mêmes, une opération pouvant être délimitée de façon précise dans l'espace et dans le temps, pour permettre, notamment, de déterminer avec précision la mission du coordonnateur.

Pour précision, il s'agit d'opérations structurantes, c'est-à-dire portant sur les éléments essentiels des structures d'une construction (travaux neufs d'extension, restructurations lourdes, touchant à la distribution intérieure qui entraînent un changement de destination d'usage de l'ouvrage) ou d'une opération de génie civil (voie ferrée, voies et réseaux divers...).

Notion de chantier de bâtiment ou de génie civil

Les chantiers (temporaires ou mobiles) peuvent être définis comme « *tous lieux où sont exécutés des travaux de bâtiment ou de génie civil concourant à la réalisation d'un même objectif et sur lesquels existe un risque de coactivité* » (Circ. DRT, n° 96-5, 10 avril 1996, art. 2-2-1).

Nota bene : Le terme « coactivité » est lié à l'ancienne rédaction du code du travail et à la circulaire précitée. Il signifie que plusieurs entreprises appelées à intervenir et y compris les sous-traitants se trouvent simultanément sur un même lieu de travail (ex : un chantier). Dans la version actuelle du code du travail (version 2008), ce terme n'existe plus. Désormais, à la place du terme « coactivité » il convient d'employer les termes appropriés « interférence résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs entreprises appelées à intervenir et y compris les sous-traitants » pour l'application de ce guide.

Dans la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996, les notions de bâtiment et génie civil énoncées à l'article L. 4532-2 du code du travail sont précisées ainsi :

²⁴ Articles R. 4532-2 et suivants.

Travaux de bâtiment :

- les travaux de terrassement ;
- les travaux de construction ;
- les travaux d'installation ;
- les travaux de démolition ;
- les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de "structurants" (lettre DRT du 3/10/95);
- les travaux portant sur des immeubles par nature ou par destination, à l'exclusion des travaux de démontage, d'entretien ou de maintenance soumis aux dispositions de l'article R. 233-6 (art. R. 4323-7 à 12 nouvelles numérotations) du Code du travail issu du décret n° 93-41 en date du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et l'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'article L.233-5-1 (art. L. 4321-1 nouvelle numérotation) du Code du travail.

Par ailleurs, il convient d'ajouter à cette liste, les travaux sur ascenseur, centre de traitement d'air et autres éléments incorporés au bâtiment.

Travaux de génie civil :

- les travaux de génie civil industriel (dans les limites de la lettre DRT du 10.10.95) ;
- les travaux sur les ouvrages d'art ;
- les travaux sur les ouvrages maritimes et fluviaux ;
- les travaux sur les routes et autoroutes ;
- les travaux sur les voies ferrées ;
- les travaux sur les réseaux d'eau : distribution, assainissement ;
- les travaux de voirie et de réseaux divers ;
- les travaux dans les stades, piscines ;
- les travaux d'entretien et de rénovation qualifiés de "lourds" et pour lesquels l'analyse préalable des risques, telle que définie à l'article L.235-1 (articles L. 4531-1 et 2 nouvelles numérotations) du code du travail, fait apparaître des risques d'interférences résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs entreprises appelées à intervenir et y compris les sous-traitants nécessitant un projet finalisé.

Par ailleurs, cette circulaire établit une liste indicative de travaux exclus du champ d'application de la coordination SPS :

- l'entretien et la maintenance sur réseaux en exploitation ;
- le fauchage et l'élagage d'arbres ;
- le salage et le déneigement ;
- les interventions lors d'accidents ou d'incidents de circulation visant au rétablissement de la circulation tels que balisage, nettoyage des chaussées, transbordement de marchandises ;
- les interventions isolées pour études (relevés de terrain, géomètres, laboratoires routiers, balisage de voies pour signalisation...) ;
- l'entretien des réseaux d'assainissement ;
- le nettoyage des équipements routiers ;
- le nettoyage des abords ;
- la réparation des glissières ;
- et, plus généralement, les travaux de faible importance pour lesquels l'analyse préalable des risques ne fait apparaître aucun risque résultant des interventions simultanées ou successives de plusieurs entreprises appelées à intervenir et y compris les sous-traitants.

Pour rappel, les autres interventions de bâtiment, telles que des travaux d'entretien courant d'électricité, de plomberie, de peinture, relèvent des dispositions du titre I^{er} de l'arrêté ministériel (règles relatives au plan de prévention, si nécessaire).

3.4.2. Maitrise d'ouvrage et coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Art. 9 : « Le maître d'ouvrage organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en application des articles L. 4531-1 à L. 4531-3, des articles L. 4532-1 à L. 4532-17, et des articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du code du travail.

La mise en place d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est obligatoire, pour toute opération de bâtiment et de génie civil, dès lors qu'au moins deux entreprises appelées à intervenir ou leurs sous-traitants inclus, participent à une opération de façon simultanée ou successive. Cette coordination doit être organisée dès la phase de conception de l'opération ainsi qu'au cours de sa réalisation.

Le maître d'ouvrage et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agissent en concertation avec le maître d'œuvre, le chef d'emprise et tout chef d'un organisme au sein duquel se déroule l'opération. A cet effet, le maître d'ouvrage transmet un exemplaire, tenu à jour, du plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé au chef d'emprise et à tout chef d'organisme concerné. Il les informe de toute évolution.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des opérations de bâtiment et de génie civil ne peut pas être assurée par un agent du ministère de la défense. »

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs doit être organisée par le maître d'ouvrage pour tout chantier de bâtiment et de génie civil où sont appelées à intervenir au moins deux entreprises, afin de prévenir des risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives²⁵.

L'organisation de la prévention sur ce type de chantier est mise en œuvre par une personne indépendante habilitée à assurer une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Pour cela, le maître d'ouvrage doit nommer le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) dès la phase de conception. Choisi en fonction de ses compétences et de l'ouvrage à réaliser, le CSPS assure une fonction d'assistance de maitrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage et le CSPS sont liés par un marché de prestation intellectuelle qui définit la mission du coordonnateur ainsi que les moyens dont il dispose.

Le CSPS ne peut pas être un agent du ministère de la défense.

Ainsi, tout accès aux chantiers clos et indépendants²⁶ est en principe interdit aux agents du ministère de la défense et aux tiers dans la mesure où il n'existe aucune interférence avec l'activité de l'emprise du ministère de la défense (y compris au niveau de la voirie et des réseaux de distribution).

Un chantier est dit clos dès lors qu'il est entièrement clôturé et qu'il comporte une signalisation d'interdiction de pénétrer aux personnes qui lui sont étrangères. Il est dit indépendant s'il n'existe pas d'interférence avec l'activité (exploitation) de l'emprise. Aussi, si le chantier est alimenté par des réseaux de fluides et énergie de l'emprise, il ne peut être considéré comme clos et indépendant. Les chantiers non clos ou non indépendant représentent la grande majorité des opérations de bâtiment et de génie civil au sein du ministère de la défense. Les agents relevant du ministère de la défense ne sont pas autorisés à y entrer.

²⁵ Art. L. 4532-2 CT.

²⁶ La notion de chantier clos et indépendant a été définie dans la circulaire DRT 93-14 du 18 mars 1993 : « Il s'agira le plus souvent de chantiers dans l'enceinte de l'entreprise utilisatrice matériellement isolés de celle-ci qui pourront être considérés comme des chantiers indépendants par exemple en l'absence de tous risques liés à l'interférence entre la circulation des salariés de l'entreprise utilisatrice et celle des salariés du chantier, de toute interférence pouvant résulter de risques d'origine chimique, et de toutes interférences d'installations et matériels (par exemple : installations électriques, fluides).»

Néanmoins, certains agents relevant du ministère de la défense sont autorisés à entrer, quel que soit le type de chantier (clos ou non, indépendant ou non), dans le cadre de leurs prérogatives, ainsi par exemple : les représentants du maître d'ouvrage (MOA) et du maître d'œuvre (MOE) et de l'inspection du travail dans les armées.

Le plan général de coordination (PGC) et les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)²⁷

Le PGC est un document réalisé par le CSPS, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, pour les chantiers liés aux opérations de bâtiment et de génie civil (BGC) de catégorie 1 ou 2²⁸. Il définit l'ensemble des mesures propres à prévenir des risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. Le PGC intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS réalisés par les entreprises appelées à intervenir.

3.4.3. Le chef d'emprise

Art. 10 : « Dès la phase de conception du projet et jusqu'à la fin des opérations de bâtiment et de génie civil, relevant du présent titre, le chef d'emprise est systématiquement consulté par le maître d'ouvrage. »

Sans objet complémentaire.

3.4.4. Inspection commune

Art. 11 : « Préalablement à toute opération de bâtiment et de génie civil en application de l'article R. 4532-14 du code du travail, une inspection commune est organisée avant le commencement des travaux, par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé en présence du chef d'emprise, du ou des chefs d'organisme concerné(s).

Le ou les chefs d'organisme non concerné (s) par un chantier d'opération de bâtiment et de génie civil, dont le personnel relevant de leur autorité se situe à proximité et est susceptible d'être impacté par ce chantier, sont informés par le chef d'emprise. »

L'article R. 4532.14 du code du travail prévoit :

« Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

1° Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :

a) Délimiter le chantier ;

b) Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;

c) Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4531-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs ;

²⁷ Art. R. 4532-42 à R. 4532-76 CT.

²⁸ Art. R. 4532-1 CT:

- Catégorie 1 : opérations de plus de 10000 hommes/jour (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M Euros) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 pour les opérations de génie civil.

- Catégorie 2 : opérations de plus de 500 hommes/jour (soit 4000 h ou environ 300000 euros) ou chantier de 30 jours avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés et hors catégorie 1.

- Catégorie 3 : autres opérations (il est prévu un PGC et des PPSPS simplifiés).

2° Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement ».

Par ailleurs, l'article R. 4532.13 du code du travail précise :

« Le coordonnateur, au cours de la réalisation de l'ouvrage :

1° Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;

2° Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;

3° Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;

4° Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ».

Ces deux articles du code du travail prévoient que le CSPS élabore et met à jour le plan général de coordination et en assure le suivi. Il est donc inutile d'établir un plan de prévention par l'établissement en activité (organisme du MINDEF) en cas d'interférence avec une opération de bâtiment et de génie civil lorsque la coordination est assurée par le CSPS.

3.4.5. Participation d'un agent du ministère de la défense

Art. 12 : « Lorsque des agents d'un organisme du ministère de la défense sont amenés à participer à une opération de bâtiment et de génie civil relevant du présent titre, ils sont pris en compte dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, le chef d'organisme concerné établit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, qu'il transmet au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. »

Sans objet complémentaire.

3.5. Diffusion et circulation de l'information, dispositions communes aux titres I^{er}, II et III – TITRE IV de l'arrêté

3.5.1. Organisme prescripteur

Art. 13 : « Pour l'application du présent arrêté, un organisme prescripteur est un organisme du ministère de la défense qui est en situation de par son champ d'activité, ses compétences ou son expertise, de notamment définir et contribuer à l'élaboration et au suivi d'une opération aux titres I^{er} à III.

Le chef de l'organisme prescripteur ou son représentant doit, dès la phase de conception d'une opération, informer et mettre en relation le plus tôt possible le chef d'emprise, le ou les chefs d'organisme et le ou les chefs des entreprises extérieures ou des entreprises appelées à intervenir et leurs sous-traitants appelés à réaliser l'opération.

Le chef de l'organisme prescripteur ou son représentant est systématiquement invité à l'inspection commune préalable d'une opération. Le chef de l'organisme prescripteur ou son représentant contribue à établir les mesures de prévention résultant de l'analyse des risques. »

L'implication des organismes prescripteurs (en tant que représentants du pouvoir adjudicateur du marché public) des chaînes des états-majors, directions et services contractant des marchés publics est déterminante pour la communication en amont des informations nécessaires à l'accueil des entreprises appelées à intervenir sur l'emprise concernée [nom (s) et coordonnées(s) du (ou des) représentant(s) de(s) l'entreprise(s) appelée (s) à intervenir, de l'organisme faisant office d'établissement en activité et de l'organisme prescripteur, noms des intervenants, durée de l'opération, date de l'inspection, etc.].

Le chef de l'organisme prescripteur ou son représentant est systématiquement invité à l'inspection commune préalable d'une opération et communique en amont de celle-ci à l'organisme faisant office d'établissement en activité, les éléments nécessaires tels que le descriptif des travaux et les modes opératoires envisagés ayant une incidence sur la santé et la sécurité au travail.

A cet effet, il doit œuvrer auprès de l'entreprise appelée à intervenir pour la communication de ces informations au plus tôt et, dans tous les cas, de façon à pouvoir réaliser l'inspection commune préalable selon le délai de prévenance d'une semaine (cf. paragraphe 3.2.2 de ce guide).

Les chefs d'organisme faisant office d'établissement en activité sont chargés d'établir à leur initiative les documents de prévention et de contrôle des mesures de prévention prises afin d'assurer la coordination générale de toute intervention d'entreprises appelées à intervenir. Ils peuvent se réserver le droit de signaler expressément à l'organisme prescripteur toute observation sur le non-respect par l'entreprise appelée à intervenir des obligations réglementaires en matière de la santé et de la sécurité au travail (SST) dans l'exécution du marché.

3.5.2. Entreprise, travailleur indépendant, association, établissement public, établissement implantés sur une emprise du ministère de la défense

Art. 14 : « Lorsqu'une entreprise, un travailleur indépendant, une association, un établissement public, ou un établissement ne relevant pas de l'autorité du ministre de la défense est implanté sur une emprise du ministère de la défense et occupe un ou des locaux mis à disposition par le ministère de la défense, moyennant ou non rétribution, celui-ci doit satisfaire aux obligations prévues par le code du travail en qualité d'entreprise utilisatrice ou d'établissement en activité selon l'opération.

L'autorité ayant donné son accord pour l'implantation d'une entreprise, d'un travailleur indépendant, d'une association, d'un établissement ou d'un établissement public, sur une emprise du ministère de la défense s'assure par convention que celui-ci s'engage à mettre en œuvre les dispositions du présent arrêté. »

La convention mentionnée à l'article 14 de l'arrêté du 19 mai 2020 est un accord passé entre deux parties, matérialisé par un acte juridique (AOT²⁹, COT³⁰, convention interservices,...). Elle ne doit pas être confondue avec la convention d'emprise SST, appelée pour sa part par l'arrêté du 9 août 2012 susvisé fixant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au ministère de la défense.

L'autorité ayant donné son accord pour l'implantation d'une entreprise, d'un travailleur indépendant, d'une association, d'un établissement ou d'un établissement public fixe, dans un document annexé à cet acte juridique, une clause dans laquelle le bénéficiaire de cette autorisation et titulaire de l'acte s'engage à respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

²⁹ Autorisation d'occupation temporaire

³⁰ Convention d'occupation temporaire

3.5.3. Information des agents

Art. 15 : « Le chef d'emprise et les chefs d'organisme portent à la connaissance de l'ensemble des agents concernés, par les moyens les plus appropriés, les informations qui concourent à prévenir et à garantir la santé et la sécurité des agents. »

Sans objet complémentaire.

3.5.4. Information de l'inspection du travail

Art. 16 : « L'inspection du travail dans les armées est informée :

- En application du titre I^{er} du présent arrêté, de l'ouverture des travaux, telle que prévue au 2° de l'article R. 4512-12 du code du travail. A cet effet, il est transmis à l'inspection du travail dans les armées un avis de début de travaux suivant le modèle figurant en annexe III du présent arrêté ;

- en application du titre III du présent arrêté, de la déclaration préalable, telle que prévue aux articles L. 4532-1, R. 4532-2 et R. 4532-3 du code du travail. A cet effet, il est transmis à l'inspection du travail dans les armées une déclaration préalable selon l'imprimé Cerfa n° 13630*02 ou DE 08 ;

- de tout accident du travail ou de service survenant à l'occasion de l'intervention d'entreprises extérieures ou lors d'opérations de bâtiment et de génie civil sur une emprise du ministère de la défense en application du présent arrêté ».

Sans objet complémentaire.

3.5.5. Dispositions diverses – TITRE V de l'arrêté

Art. 17 :

« Les chefs d'état-major, le délégué général pour l'armement, la secrétaire générale pour l'administration, le chef du contrôle général des armées, les directeurs et chefs de services relevant directement de la ministre et les directeurs relevant directement du chef d'état-major des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 19 mai 2020.

Pour la ministre des armées et par délégation :

Le directeur des ressources humaines du ministère de la défense,

P. Hello ».

Sans objet complémentaire.

4. Informations complémentaires :

4.1. Obligation d'alerte en cas de situation de « danger grave et imminent »

Chef de l'organisme utilisateur :

Conformément à la disposition de l'article R. 4511-8 du code du travail, le chef de l'organisme utilisateur ou son représentant est tenu d'alerter le chef de l'entreprise extérieure ou son représentant lorsqu'il constate ou qu'il est informé d'un danger grave et imminent auquel est exposé un personnel de cette entreprise, même s'il estime que la cause de ce danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par le ou les employeurs concernés.

En cas de refus par l'entreprise extérieure de prendre les mesures qui s'imposent, le chef de l'organisme utilisateur peut faire arrêter l'action dangereuse par le service prescripteur. Il en informe alors sans délai l'organisme prescripteur en lui apportant les observations de la situation réelle rencontrée. Enfin, le chef d'organisme utilisateur doit prévoir dans ses procédures d'accueil et modalités d'accès des entreprises extérieures, les conditions d'application de leurs refus d'accès au sein de l'organisme.

Il doit prendre les mesures pour mettre en sécurité le personnel relevant de son autorité.

Chef de l'entreprise extérieure :

Réciproquement, le chef de l'entreprise extérieure ou son représentant peut aussi agir en tant que lanceur d'alerte vis-à-vis d'un chef d'organisme ou son représentant du ministère de la défense lorsqu'il constate ou qu'il est informé d'un danger grave et imminent auquel est exposé un personnel relevant de l'autorité du ministère de la défense.

Si le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles prises par l'ensemble des chefs des entreprises extérieures, chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel³¹.

Pour rappel, l'article R. 4512-15 du code du travail est relatif à l'obligation pesant sur le chef de l'entreprise extérieure d'informer ses travailleurs des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés ainsi que des mesures de prévention mises en œuvre et ce avant le début de la réalisation des travaux en question. A ce titre, il doit indiquer à ses travailleurs les voies à emprunter pour accéder au lieu d'intervention et le quitter, pour accéder aux locaux et installations mis à leur disposition ainsi que, s'il y a lieu, les issues de secours.

4.2. Arrêt des travaux

Un arrêt des travaux est un acte juridique formel.

Un chef d'organisme ou son représentant n'est pas autorisé à arrêter les travaux au motif que les dispositions du plan de prévention ne sont pas respectées. Il lui revient en revanche d'informer immédiatement le chef de l'entreprise extérieure ou son représentant de tout manquement en lui demandant de corriger la situation constatée tout en signalant ces éléments de faits (traçabilité requise) au chef de l'organisme prescripteur ou son représentant.

Il peut également saisir l'inspection du travail dans les armées de cette situation dès lors que les actions correctrices ne sont pas mises en œuvre rapidement.

Il doit prendre les mesures pour mettre en sécurité le personnel relevant de son autorité.

³¹ Art. R. 4511-6 CT

4.3. Délégation de signature du chef d'organisme

Comme rappelé par la circulaire SST³² du ministère de la défense, le décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 ne permet pas de déléguer la compétence du chef d'organisme en matière de SST. Il s'agit donc d'une compétence propre des chefs d'organisme, c'est-à-dire une compétence qu'ils tiennent directement de leurs fonctions, et non pas d'une délégation de pouvoir de la part de leur autorité hiérarchique.

Le décret précité ne prévoyant pas de délégation de compétences, les chefs d'organismes ne peuvent déléguer leurs obligations en la matière à l'un de leurs subordonnés.

En revanche, les chefs d'organisme peuvent déléguer la signature de certains documents en matière de SST, à condition de matérialiser cette délégation de signature par un écrit.

S'agissant d'une délégation de signature et non d'une délégation de pouvoir, le délégant (chef d'organisme) conserve la responsabilité de ce qui est signé par ses délégataires.

La délégation de signature doit s'opérer sur un niveau hiérarchique suffisant, et selon des modalités formelles encadrées (le chef de xxxx, par délégation, le xxxx). Cette délégation doit prévoir les conditions dans lesquelles le délégant contrôle l'usage de sa signature.

Il convient de se référer aux instructions d'organisation de prévention des états-majors, directions et services (EMDS) afin de connaître les modalités de mise en œuvre de ces délégations de signature.

Par exemple, les plans de prévention peuvent être signés par le commandant en second d'un organisme ou d'un chef d'antenne, par délégation du chef d'organisme.

4.4. Prêt de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur.

La fourniture de matériels, d'outillage ou de produits par l'organisme utilisateur à une entreprise extérieure est interdite en dehors d'un cadre contractuel précis et, dans ce cas, à condition de prendre les précautions suivantes :

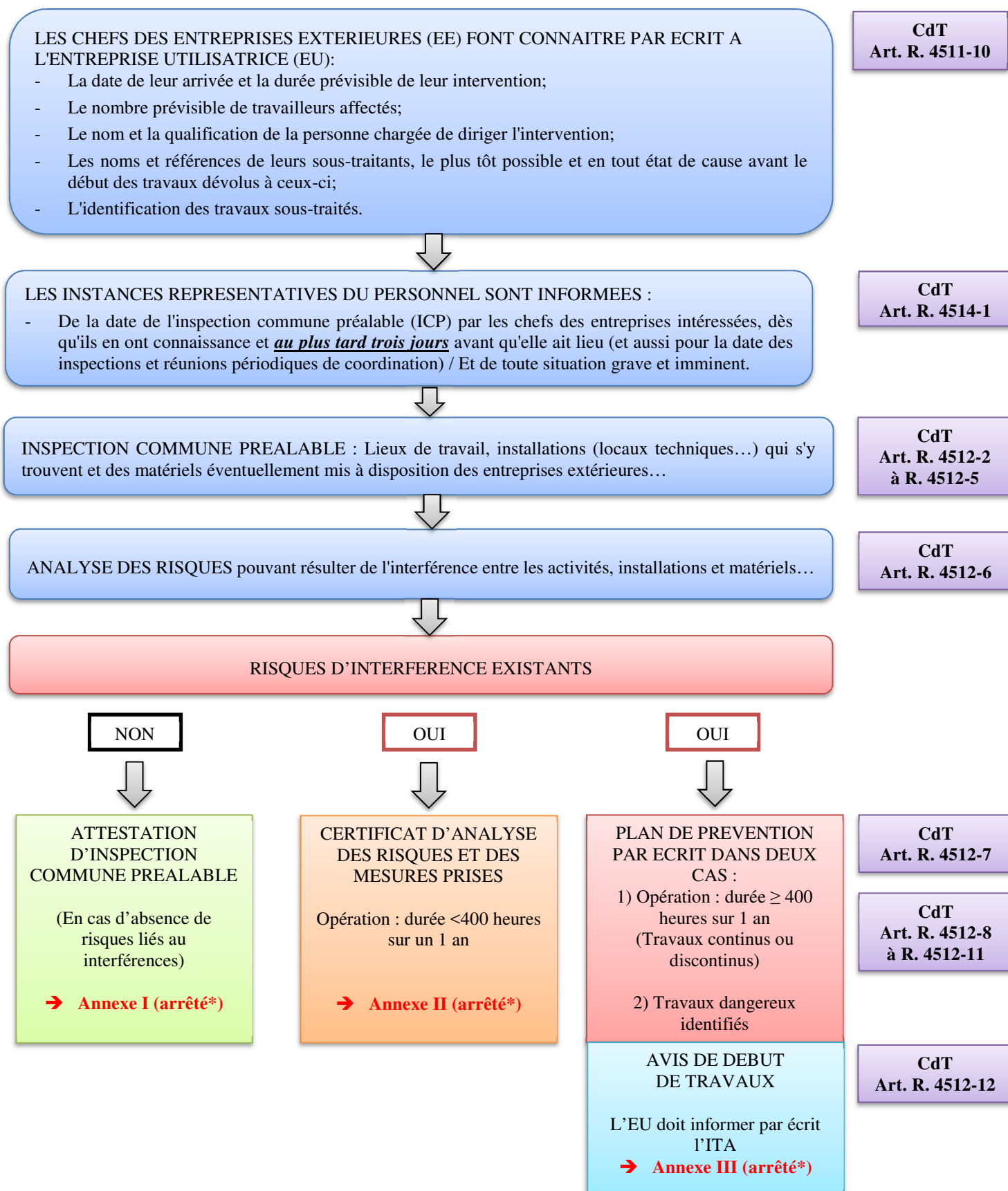
- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure, ou leurs représentants, doivent vérifier en commun avant emploi de ces matériels, outillages ou produits qu'ils ont été contrôlés et qu'ils sont en bon état général de fonctionnement ou d'utilisation. La liste des matériels, d'outillage ou de produits conformes nécessaires aux travaux et mis à disposition des entreprises extérieures doit être jointe au plan de prévention ;
- le chef de l'organisme utilisateur et le chef de l'entreprise extérieure ou leurs représentants doivent s'assurer que les travailleurs de cette entreprise extérieure connaissent le mode d'emploi, les précautions à prendre et les dangers potentiels des matériels, outillages et produits qui leur sont remis. Dans le cas contraire une formation appropriée sera dispensée, selon ses possibilités, par l'organisme utilisateur à l'entreprise extérieure ;
- les registres de contrôles obligatoires prévus par la réglementation doivent être consultés ;
- le matériel, outillage ou produit doit être confié à une personne qualifiée de l'entreprise extérieure. Cette personne remet en échange une attestation par laquelle elle reconnaît avoir reçu toutes informations ou mises en garde concernant ce qui lui a été confié.

³² Circulaire n° 310041/DEF/SGA/DRH-MD/SR-RH/RSSF relative à la diffusion du guide juridique (version n° 2 du 8 avril 2016) d'application des dispositions du décret n° 2012-422 du 29 mars 2012 relatif à la santé et à la sécurité au travail du ministère de la défense et de l'arrêté du 9 août 2012 fixant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au ministère de la défense.

Si de nouveaux travailleurs sont affectés à l'exécution des travaux, le chef de l'entreprise extérieure concerné, ou son représentant, est tenu à leur égard aux règles évoquées ci-dessus.

Afin d'éviter tout litige concernant les responsabilités en cas d'emploi ultérieur de matériels, outillages ou produits prêtés, le chef de l'organisme utilisateur doit vérifier que ceux-ci sont restitués en bon état.

ANNEXE I : Logigramme relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures – TITRE I^{er} de l'arrêté ministériel* du 19/05/2020



ANNEXE II : Liste de travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention

A) Travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention conformément à l'arrêté du 19 mars 1993³³ :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens des articles R. 4411-2 à R4411-6 du code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues aux articles R4323-23 à R4324-27, R4535-7 et R4721-11 du code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux articles R4324-18 à R4324-20 du code du travail.
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P 82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transtockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la T. B. T.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 4323-17 du code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article R. 4534-103 du code du travail.

³³ Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention (paru au Journal officiel - NOR: TEFT9300368A).

17. Travaux de démolition.

18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.

19. Travaux en milieu hyperbare.

20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;

21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un permis de feu.

B) Travaux dangereux **dans les mines et carrières** pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention conformément à l'arrêté du 11 juin 2019³⁴ :

1. Travaux dans les installations souterraines ou sur des chantiers souterrains pour lesquels au moins une des conditions suivantes est respectée :

1.1. Il s'agit de travaux d'exploitation proprement dit ;

1.2. L'opération représente pour les entreprises extérieures y participant un nombre total d'heures de travail supérieur à vingt-quatre ;

1.3. Le personnel des entreprises extérieures n'est pas accompagné en permanence par une personne désignée par l'entreprise utilisatrice pour veiller au respect des règlements ;

2. Travaux exposant les personnes à des chutes de hauteur de plus de 3 mètres.

³⁴ Arrêté du 11 juin 2019 fixant la liste complémentaire des travaux dangereux dans les mines et carrières pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention (paru au Journal officiel - NOR: TREP1903842A).